

DECRET N°2013-1066/PRES/PM/MESS portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur. JO N°19 DU 08 MAI 2014

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation-type des départements ministériels ;
- Sur** rapport du Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 11 septembre 2013 ;

DECRETE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : L'organisation du ministère des Enseignements secondaire et supérieur est régie par les dispositions du présent décret et s'articule autour des structures ci-dessous :

- le Cabinet du ministre ;
- le Secrétariat général.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AU CABINET DU MINISTRE

-

CHAPITRE I : COMPOSITION

Article 2 : Le Cabinet du ministre comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- l'Inspection générale des services et des établissements d'enseignement ;
- la Cellule des chargés de mission ;
- les Secrétariats techniques ;
- les Secrétariats permanents ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- le service Sécurité ministérielle ;
- la Commission nationale pour l'UNESCO ;
- la Commission nationale des bourses d'études et de stages.

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

-

Section 1 : Attributions du Directeur de cabinet

-

Article 3 : Le Directeur de cabinet est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles et de traiter tout dossier qu'il pourrait lui confier ;
- d'assurer les contacts officiels avec les Cabinets ministériels et les Institutions.

Article 4 : Le Directeur de cabinet est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative et assisté d'un Assistant de cabinet nommé par arrêté du Ministre.

Section 2 : Attributions des Conseillers techniques

Article 5 : Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

Article 6 : Les Conseillers techniques, au nombre de cinq (5) au maximum, sont choisis en raison de leurs compétences techniques et de leurs expériences et nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

Ils dépendent directement du Ministre et sont placés hors hiérarchie administrative.

Section 3 : Attributions de l'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement

Article 7 : L'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement veille à l'application de la politique du gouvernement en matière d'enseignement secondaire et supérieur, assure le suivi-conseil et le contrôle du fonctionnement des services, des établissements d'enseignement, des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer l'appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services, projets et programmes ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- de mener des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services et projets ;
- de contribuer à la lutte contre la corruption au sein du ministère.

Article 8 : Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement s'exerce aussi bien *a priori* qu'*a posteriori*, sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

L'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement dresse à cet effet des rapports de contrôle et de vérification à l'attention du Ministre.

-

Article 9 : L'Autorité supérieure de contrôle d'Etat est ampliatrice de tous les rapports de l'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement.

-

Article 10 : L'Inspection générale des Services et des Etablissements d'enseignement est dirigée par un Inspecteur général des services nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

L'Inspecteur général des services relève directement du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative et bénéficie des mêmes indemnités que les Conseillers techniques.

L'Inspecteur général des services est assisté d'Inspecteurs techniques, au nombre de dix (10) au maximum, nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

-

Article 11 : L'Inspecteur général des services et les Inspecteurs techniques sont choisis parmi les cadres supérieurs en raison de leur compétence technique et de leur moralité.

Les Inspecteurs techniques bénéficient des mêmes indemnités que les Directeurs généraux des services.

Section 4 : Attributions de la Cellule des chargés de mission

-

Article 12 : La Cellule des chargés de mission regroupe entre autres des hauts cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques et/ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission.

Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'Administration publique et qui leur sont confiés par le Ministre.

Les chargés de mission sont nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

Ils bénéficient des mêmes indemnités que les chargés de mission du Premier Ministère.

-

Section 5 : Attributions des Secrétariats techniques

Article 13 : Les Secrétariats techniques sont créées pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires.

De par leur caractère temporaire, ils ne peuvent excéder cinq (05) ans d'existence. A terme, ils s'intègrent dans les structures permanentes du ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le Secrétariat technique se subdivise en départements.

Le Secrétaire technique est nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre et a rang de Conseiller technique.

Les Chefs de département des secrétariats techniques sont nommés dans les mêmes conditions que le Secrétaire technique et ont rang de Directeur de services centraux.

Section 6 : Attributions des Secrétariats permanents

Article 14 : Les Secrétariats permanents sont des structures mises en place en vue de piloter des volets sensibles et d'ordre stratégique des missions assignées au département. Elles ne doivent pas empiéter sur les attributions des structures permanentes du ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire permanent, le Secrétariat permanent se subdivise en départements.

Le Secrétaire permanent est nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre et a rang de Conseiller technique.

Les Chefs de département du Secrétariat permanent sont nommés dans les mêmes conditions que le Secrétaire permanent et ont rang de Directeur de services centraux.

Section 7 : Attributions du Secrétariat particulier

Article 15 : Le Secrétariat particulier assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi de temps du Ministre. Il est dirigé par un Secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

Section 8 : Attributions du Protocole du Ministre

Article 16 : Le Protocole est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies, des audiences et des déplacements officiels du Ministre. Il est nommé par arrêté du Ministre.

Section 9 : Attributions du service de sécurité ministérielle

Article 17 : La Sécurité est chargée d'assurer la sécurité du Ministre et des installations et équipements du ministère.

Section 10 : Attributions de la Commission nationale pour l'UNESCO

Article 18 : La Commission nationale pour l'UNESCO a pour missions :

- de promouvoir et d'appuyer l'action de l'UNESCO au Burkina Faso ;
- d'étudier toutes questions relatives à l'UNESCO à elle confiées par le Ministre ;
- de faire des recommandations au Gouvernement sur la politique nationale à l'égard de l'UNESCO ;
- d'étudier toutes questions relatives à l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO) et à l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALESCO).

Article 19 : La Commission nationale pour l'UNESCO est dotée d'un secrétariat général dirigé par un secrétaire général. Le secrétaire général de la commission nationale pour l'UNESCO est nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

Article 20 : Le secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO a rang de Conseiller technique. Il bénéficie des mêmes indemnités que les Conseillers techniques.

Article 21 : L'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale pour l'UNESCO et de son secrétariat permanent sont régis par arrêté du Ministre.

Section 11 : Attributions de la Commission nationale des bourses d'études et de stages

Article 22 : La Commission nationale des bourses d'études et de stages est chargée de l'application de la politique nationale en matière de bourses et d'aide. L'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale des bourses d'études et de stages sont définis par arrêté du Ministre.

TITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRETARIAT

GENERAL

-

Article 23 : Pour la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'enseignements secondaire et supérieur, le ministère dispose d'un secrétariat général dont la composition et les attributions sont régies par les dispositions ci-dessous.

CHAPITRE I : COMPOSITION DU SECRETARIAT

GENERAL

Article 24 : Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;

- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

-

Section 1 : Les services du Secrétaire général

Article 25 : Pour la coordination administrative et technique des structures du ministère, le Secrétaire général dispose :

- d'un Bureau d'études ;
- d'un Secrétariat particulier ;
- d'un Service central du courrier.

Section 2 : Les structures centrales

Article 26 : Les structures centrales du ministère des Enseignements secondaire et supérieur comprennent :

- les structures d'appui ;
- les directions générales.

Article 27 : Les structures d'appui sont :

- la direction de l'Administration et des Finances (DAF) ;
- la direction des Marchés publics (DMP) ;
- la direction des Ressources humaines (DRH) ;
- la direction de la Communication et de la Presse ministérielle (DCPM) ;
- la direction des Archives et de la Documentation (DAD) ;
- la direction des Affaires juridiques et du Contentieux (DAJC) ;
- la direction de l'Education en matière de Population et de Citoyenneté (DEmPC) ;
- la direction de l'Education des filles et de la Promotion du genre (DEFPG) ;
- la direction des Activités sportives et culturelles (DASC).

Article 28 : Les directions générales sont :

- la direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DGESR) ;
- la direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique (DGIFP) ;
- la direction générale de l'Enseignement secondaire général (DGESG) ;
- la direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel (DGESTP) ;
- la direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;

Section 3 : Les structures déconcentrées

Article 29 : Les structures déconcentrées du ministère des Enseignements secondaire et supérieur sont :

- les académies ;
- les directions régionales (DR/MESS) ;
- les directions provinciales (DP/MESS).

Section 4 : Les structures rattachées

Article 30 : Les structures rattachées du ministère des Enseignements secondaire et supérieur sont :

- le Centre national des œuvres universitaires (CENOU) ;
- le Centre national de l'information, de l'orientation scolaire et professionnelle et des bourses (CIOSPB) ;
- le Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS) ;
- l'Office central des Examens et Concours du secondaire (OCECOS) ;
- le Conseil national de l'éducation (CNE) ;
- la Commission d'accréditation, de reconnaissance et d'équivalence des titres et des diplômes du secondaire et du supérieur (CARETDS) ;
- le Fonds national pour l'éducation et la recherche (FONER) ;
- les projets et programmes.

Section 5 : Les structures de mission

Article 31 : Le ministère des Enseignements secondaire et supérieur dispose de deux structures de mission :

- le Conseil national pour la prévention de la violence à l'école (CNPVE) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST.

CHAPITRE II : LE SECRETAIRE GENERAL

Section 1 : Attributions du Secrétaire général

Article 32 : Le Secrétaire général assure la gestion administrative et technique du ministère.

Il assiste le Ministre dans la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement secondaire et supérieur.

Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, déconcentrées, rattachées et de mission.

Article 33 : En cas d'absence du Secrétaire général, le Ministre nomme un intérimaire parmi quatre (4) directeurs de service désignés sur une liste établie à cet effet. Les modalités d'établissement de la liste de ces responsables sont définies par arrêté du Ministre.

Article 34 : L'intérim est accordé par note de service du Ministre. Lorsque l'absence excède trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par arrêté du Ministre. En tout état de cause, l'intérim ne saurait excéder trois (3) mois.

Article 35 : Le Secrétaire général assure les relations techniques du ministère avec les autres ministères, le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres et les autres institutions nationales.

Article 36 : A l'exception des documents destinés au chef de l'Etat, au chef du Gouvernement, aux présidents d'institutions, aux membres du Gouvernement et aux

- les lettres de transmission et d'accusé de réception ;
- les correspondances et les instructions adressées aux directeurs généraux et aux directeurs des structures centrales, déconcentrées, rattachées et de mission ;
- les certificats de prise de service, de cessation et de reprise de service du personnel de l'administration centrale du ministère ;
- les autorisations d'absence et les décisions de jouissance de congé à l'intérieur du Burkina Faso ;
- les décisions d'affectation et de mutation ;
- les ordres de mission à l'intérieur du Burkina Faso ;
- les textes des communiqués ;
- les textes et les visas des téléx et des téléfax.
-

Article 37 : Outre les cas prévus à l'article 36 ci-dessus, le Ministre peut, par arrêté, donner délégation de signature au Secrétaire général pour toutes autres matières liées à la gestion quotidienne du ministère.

Article 38 : Pour tous les cas visés aux articles 36 et 37 ci-dessus, la signature du Secrétaire général est précédée de la mention « Pour le Ministre et par délégation, le Secrétaire général ».

Article 39 : Le Secrétaire général est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Section 2 : Attributions des services du Secrétaire général

Paragraphe 1 : Attributions du Secrétariat particulier

Article 40 : Le Secrétariat particulier assure la réception et l'expédition du courrier du Secrétaire général. Il est dirigé par un (e) secrétaire particulier (e) nommé (e) par arrêté du Ministre.

Paragraphe 2 : Attributions du Bureau d'études

Article 41 : Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études. Au nombre de cinq (5) au maximum, ils sont désignés parmi les cadres supérieurs, en raison de leurs compétences techniques. Ils assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Secrétaire général. Ils sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Ils bénéficient des mêmes indemnités que les directeurs de service.

Paragraphe 3 : Attributions du Service central du courrier

Article 42 : Le Service central du courrier assure le traitement du courrier du ministère. Il est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du Ministre.

Section 3 : Attributions des structures centrales

Paragraphe 1 : Attributions des structures d'appui

I.1 : Attributions de la direction de l'Administration et des Finances (DAF)

-

Article 43 : La direction de l'Administration et des Finances a pour mission la gestion des moyens financiers et matériels du ministère. A ce titre elle est chargée :

- d'élaborer et d'exécuter les budgets du département ;
- d'élaborer et d'exécuter le budget au titre des transferts en capital de l'Etat ;
- d'assurer la gestion des biens meubles et immeubles et tenir la comptabilité matières du département ;
- d'assurer la sécurité du personnel et des biens ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du ministère.

I.2 : Attributions de la direction des Marchés publics (DMP)

Article 44 : La direction des Marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée notamment :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation de marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la Commission de l'UEMOA ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

I.3 : Attributions de la direction des Ressources humaines (DRH)

Article 45 : La direction des Ressources humaines (DRH) a pour attributions d'assurer, en relation avec le Ministère chargé de la fonction publique, la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des personnels du département.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de gérer la situation administrative et salariale des agents du ministère ;
- de tenir le fichier du personnel et de suivre la carrière des agents du ministère ;
- de veiller au bon fonctionnement des organes consultatifs existant dans le ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du département ;
- d'assister les agents du ministère en fin de carrière se préparant à faire valoir leurs droits à la retraite ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelles placées sous tutelle du ministère ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux services, projets et programmes du ministère ;
- de traiter en collaboration avec la direction des affaires juridiques et du contentieux les dossiers contentieux relatifs à la carrière des agents du ministère.
- de contribuer à l'élaboration du titre II du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère.

I.4 : Attributions de la direction de la Communication et de la Presse

ministérielle (DCPM)

Article 46 : La direction de la Communication et de la Presse ministérielle

(DCPM), coordonne et gère les activités de communication interne et externe du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presse nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec l'activité du ministère ;
- d'assurer l'animation et la mise à jour du site web du ministère ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique sectorielle du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du gouvernement et à l'animation des points de presse du gouvernement en collaboration avec le Service d'Information du Gouvernement.

I.5 : Attributions de la direction des Archives et de la Documentation

(DAD)

Article 47 : La direction des Archives et de la Documentation est chargée de :

- constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;
- coordonner les activités des services des archives et de la documentation des structures du ministère ;
- suivre l'exploitation des archives et de la documentation du ministère, conformément aux textes en vigueur.

I.6 : Attributions de la direction des Affaires juridiques et du Contentieux (DAJC)

-

Article 48 : La direction des Affaires juridiques et du contentieux est chargée de :

- vérifier la conformité des textes du ministère avec la réglementation et la législation en vigueur ;
- contrôler la cohérence interne desdits textes ;
- traiter des questions contentieuses avec les partenaires ;
- assurer l'appui-conseil aux agents du ministère dans le domaine juridique ;
- assurer le conseil juridique au profit des structures du ministère ;
- contribuer à l'élaboration des conventions et des contrats liant le ministère à ses partenaires et aux institutions nationales et internationales ;
- contribuer à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires du ministère.

I.7 : Attributions de la direction de l'Education en matière de Population et de Citoyenneté (DEmPC)

Article 49 : La direction de l'Education en matière de Population et de Citoyenneté (DEmPC) est chargée des questions spécifiques ci-dessous nécessitant des dispositions particulières de la part du ministère :

- l'éducation en matière de population ;
- l'éducation environnementale ;
- la promotion des arts et des langues nationales ;
- l'éducation à la citoyenneté ;

A ce titre, elle est chargée :

- d'œuvrer à l'introduction des questions de population et de citoyenneté dans l'enseignement ;
- de promouvoir l'éducation environnementale dans les établissements d'enseignement secondaire ;
- de contribuer à la promotion de l'éducation artistique et des langues nationales et veiller à leur insertion dans l'enseignement secondaire, en relation avec les services compétents ;
- de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de population et de citoyenneté.

I.8 : Attributions de la direction de l'Education des filles et de la

Promotion du genre (DEFPG)

Article 50 : En collaboration avec le ministère en charge de la promotion de la femme, la direction de l'Education des filles et de la Promotion du genre (DEFPG) est chargée des questions à caractère spécifique ci-dessous nécessitant des dispositions particulières de la part du ministère :

- l'éducation des filles ;
- la promotion du genre.

A ce titre, elle est chargée de :

- mener toutes actions visant à l'amélioration de la situation des filles dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur ;
- œuvrer à accroître l'accès des filles aux établissements d'enseignement secondaire et supérieur et à les y maintenir ;
- œuvrer à la prise en compte de la question du genre et du handicap dans les enseignements secondaire et au supérieur ;
- contribuer à la définition de la politique nationale en matière d'éducation des filles dans les enseignements secondaire et supérieur.

I.9 : Attributions de la direction des Activités sportives et culturelles

(DASC)

Article 51 : La direction des Activités sportives et culturelles (DASC) est chargée,

en collaboration avec les ministères habilités :

- d'encadrer et de promouvoir la pratique des activités sportives dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur et dans les services centraux et déconcentrés du ministère ;
- d'encadrer et de promouvoir l'animation des activités culturelles dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur, dans les services centraux et déconcentrés du Ministère ;

- d'assurer le suivi et la promotion des athlètes et des artistes dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur ;
- d'assurer le renforcement des capacités managériales et de gestion des acteurs du système éducatif dans les domaines sportif et culturel ;
- de contribuer à la programmation et la supervision des compétitions interscolaires et universitaires.

Paragraphe 2 : Attributions et composition des directions générales

II.1 : Attributions et composition de la direction générale de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DGESR)

Article 52 : La direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est chargée de la conception et de la mise en œuvre des programmes de développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la coopération universitaires.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer le suivi de l'application de la réglementation sur l'enseignement supérieur ;
- d'assurer le suivi du fonctionnement et de la gestion administrative des établissements d'enseignement supérieur ;
- d'assurer le secrétariat des instances siégeant en matière d'enseignement supérieur ;
- de contribuer à la promotion et la diffusion des produits de la recherche universitaire ;
- de contribuer à la planification de la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur ;
- de contribuer à l'organisation des examens et concours professionnels de l'enseignement supérieur ;
- de contribuer à la définition de la politique et des priorités nationales en matière d'enseignement supérieur.

Article 53 : La direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche comprend :

- la direction des Institutions d'enseignement supérieur public (DIESPu) ;
- la direction des Institutions d'enseignement supérieur privé (DIESPr) ;
- la direction de la Recherche et de la Coopération universitaires (DRCU).

Article 54 : La direction des Institutions d'enseignement supérieur public (DIESPu) est chargée de la conception et de la coordination des activités relevant des domaines de l'enseignement supérieur public.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer le suivi des établissements d'enseignement supérieur publics ;
- d'assurer le suivi de la réglementation de la recherche universitaire, en relation avec le ministère en charge de la recherche scientifique ;
- d'assurer le suivi de l'homologation des diplômes et de l'évolution de la carrière des enseignants-chercheurs du public ;
- de proposer les mesures de suivi des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur publics ;
- de contribuer aux études prospectives sur le développement de l'enseignement supérieur public ;
- de contribuer à la promotion des relations scientifiques avec les institutions d'enseignement supérieur et de recherche des autres pays ;
- de participer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de développement de l'enseignement supérieur ;
- de contribuer à la définition des priorités nationales en matière d'enseignement supérieur public.

Article 55 : La direction des Institutions d'enseignement supérieur privé (DIESPr) est chargée de la conception et de la coordination des activités relevant des domaines de l'enseignement supérieur privé.

A ce titre, elle est chargée de :

- d'assurer le suivi des établissements d'enseignement supérieur privés ;
- d'étudier les dossiers de demandes d'ouverture d'établissements d'enseignement supérieur privés d'une part, et les demandes d'autorisation de diriger et d'enseigner d'autre part ;
- d'assurer le suivi de l'homologation des diplômes et de l'évolution de la carrière des enseignants-chercheurs du privé ;
- de contribuer aux études prospectives sur le développement du système d'enseignement supérieur privé ;
- de contribuer à la promotion des relations scientifiques avec les institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- d'aider à définir les priorités nationales en matière d'enseignement supérieur privé.

Article 56 : La direction de la Recherche et de la Coopération universitaires est chargée du suivi et de la coordination des activités de recherche dans les universités publiques et privées et du suivi des accords de coopération des universités.

A ce titre, elle est chargée de :

- proposer toutes mesures visant à la promotion de la recherche dans les universités ;
- assurer le suivi des activités de recherche dans les institutions universitaires publiques et privées ;
- tenir un registre des conventions et accords de coopération des universités publiques ;
- assurer le suivi de l'état d'exécution desdits conventions et accords ;
- élaborer un rapport annuel sur l'état de la coopération universitaire ;
- organiser des rencontres et des espaces de promotion et de valorisation de la recherche universitaire ;
- contribuer à la définition des priorités nationales en matière de recherche scientifique ;
- contribuer à la promotion des relations scientifiques des universités avec les institutions des pays étrangers.

-
-

II.2 : Attributions et composition de la direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique (DGIFP)

Article 57 : La direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique (DGIFP) est chargée de l'élaboration des contenus et des normes pédagogiques de l'enseignement secondaire ainsi que de la formation pédagogique des personnels de l'éducation du ministère des Enseignements secondaire et supérieur.

A ce titre, elle est chargée de :

- superviser et coordonner l'élaboration des curricula de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- superviser l'encadrement, l'animation, le suivi, le contrôle et l'évaluation pédagogiques des enseignants du secondaire ;
- superviser l'évaluation des enseignements, des formations, des apprentissages et des curricula de l'enseignement secondaire ;
- mener des études sur les innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- suivre la mise en œuvre des innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- évaluer les innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- concevoir les outils d'évaluation des apprentissages ;
- réaliser toutes études sur la qualité de l'enseignement secondaire ;
- produire des rapports bisannuels sur la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire ;
- produire des rapports bisannuels sur la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire ;
- contribuer à la production des documents et matériels pédagogiques du secondaire ;
- contribuer à la formation initiale et continue des personnels de l'éducation ;

- contribuer à l'évaluation du système éducatif au niveau du secondaire ;
- participer à l'organisation des examens et concours scolaires et professionnels de l'enseignement secondaire ;
- contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'enseignement secondaire.

Article 58 : La direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique comprend :

- la direction des Inspections (DI);
- la direction de la Formation pédagogique et de l'Evaluation (DFPE).

Article 59 : La direction des Inspections est chargée :

- de coordonner et d'assurer le suivi des activités des différentes inspections ;
- de coordonner le suivi, le contrôle et l'évaluation des enseignements, des apprentissages et des formations au niveau du secondaire ;
- de mettre en œuvre les innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- de coordonner la formation des encadreurs pédagogiques et des enseignants à la rédaction des manuels scolaires ;
- de coordonner l'élaboration des curricula de l'enseignement secondaire ;
- de contribuer à la formation initiale et continue des enseignants et des encadreurs pédagogiques ;
- de participer à l'organisation des examens et concours scolaires et professionnels de l'enseignement secondaire ;
- de contribuer à l'encadrement, au suivi et au contrôle pédagogique des enseignants du secondaire.

Article 60 : La direction de la Formation pédagogique et de l'Evaluation est chargée :

- d'assurer la formation pédagogique des personnels de l'éducation ;
- d'assurer l'évaluation des enseignements, des formations, des apprentissages et des curricula de l'enseignement secondaire ;
- de contribuer à la formation initiale et continue des personnels de l'éducation ;
- de mener des études sur les innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- d'évaluer les innovations pédagogiques dans l'enseignement secondaire ;
- de concevoir les outils d'évaluation des apprentissages ;
- de produire des rapports bisannuels sur la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire ;
- de participer à l'organisation des examens et concours scolaires et professionnels de l'enseignement secondaire ;
- de contribuer à l'évaluation des examens et concours scolaires et professionnels de l'enseignement secondaire ;
- de contribuer à l'évaluation du système éducatif au niveau du secondaire ;
- de contribuer à la production des documents et matériels pédagogiques du secondaire.

II.3 : Attributions et composition de la direction générale de l'Enseignement secondaire général (DGESG)

Article 61 : La direction générale de l'Enseignement secondaire général est chargée de la conception et de la mise en œuvre des programmes de développement de l'enseignement secondaire général.

A ce titre, elle est chargée de :

- assurer le suivi de l'application de la réglementation sur l'enseignement secondaire général ;
- assurer le suivi de la gestion administrative et du fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire général ;
- instruire les dossiers de demandes d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire général ;
- assurer le secrétariat des instances siégeant en matière d'enseignement secondaire général ;
- contribuer à la planification de la création de nouveaux établissements d'enseignement secondaire général ;
- contribuer à la définition de la politique et des priorités nationales en matière d'enseignement secondaire général.

Article 62 : La direction générale de l'Enseignement secondaire général

comprend :

- la direction de l'Enseignement secondaire général public (DESGPu) ;
- la direction de l'Enseignement secondaire général privé (DESGPr).

Article 63 : La direction de l'Enseignement secondaire général public (DESGPu) est chargée de l'élaboration et de la coordination des activités relevant du domaine de l'enseignement secondaire général public.

A ce titre, elle est chargée de :

- assurer le suivi des établissements d'enseignement secondaire général publics ;
- élaborer les arrêtés d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire général public.
- participer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de développement de l'enseignement secondaire général ;
- aider à définir les priorités nationales en matière d'enseignement secondaire général public.

Article 64 : La direction de l'Enseignement secondaire général privé (DESGPr) est chargée de la conception et de la coordination des activités relevant du domaine de l'enseignement secondaire général privé.

A ce titre, elle est chargée :

- d'étudier les dossiers de demandes de création, d'ouverture et de fermeture d'établissements d'enseignement secondaire général privés ;
- d'étudier les dossiers de demandes d'autorisation de diriger, d'enseigner et de surveiller ;
- d'assurer le suivi des établissements d'enseignement secondaire général privés ;
- d'élaborer les arrêtés d'ouverture et de fermeture des établissements d'enseignement secondaire général privés ;
- d'élaborer les décisions d'autorisation de diriger, d'enseigner et de surveiller ;
- d'aider à définir les priorités nationales en matière d'enseignement secondaire général privé.

II.4 : Attributions et composition de la direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel (DGESTP)

Article 65 : La direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel est chargée de coordonner la mise en œuvre de la politique et des programmes de développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer le suivi des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, publics et privés ;
- d'instruire les dossiers d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, publics et privés ;
- d'assurer le secrétariat des instances siégeant en matière d'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- d'assurer le suivi de l'application de la réglementation sur l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- de contribuer à la promotion de la formation par alternance en milieu scolaire ;
- de contribuer à la planification de la création des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- de contribuer à la définition de la politique et des priorités en matière d'enseignement secondaire technique et professionnel.

Article 66 : En relation avec la direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique, la direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel propose toutes actions visant à favoriser l'adéquation entre l'enseignement technique et l'emploi d'une part, le développement des structures d'accueil et le renforcement de la qualité de l'enseignement technique et professionnel d'autre part.

Article 67 : La direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel (DGESTP) comprend :

- la direction de l'Enseignement secondaire technique et professionnel initial (DESTPI) ;
- la direction de la Formation continue et de l'Insertion (DFCI) ;
- la direction de la Prospective et des Programmes de formation (DPPF).

Article 68 : la direction de l'Enseignement secondaire technique et professionnel initial (DESTPI) est chargée :

- d'assurer le suivi des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- d'étudier des demandes d'ouverture de nouvelles filières et de nouveaux établissements publics et privés d'enseignement secondaire technique et professionnel, en relation avec les autres structures compétentes ;
- de proposer les mesures permettant de réduire le taux d'échec dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- de promouvoir le genre dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- de participer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de développement de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

Article 69 : La direction de la Formation continue et de l'Insertion (DFCI) est chargée :

- de proposer toutes actions préparant les sortants du cycle secondaire à l'emploi ;
- d'organiser la formation professionnelle continue des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel, en rapport avec la direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique (DIFP) ;
- d'assurer le suivi des relations du département avec le ministère chargé de l'emploi, avec les entreprises et avec les autres partenaires de la formation professionnelle ;
- d'assurer le suivi des sortants et des sortis de l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- d'élaborer une stratégie de mise en œuvre de la formation par alternance et d'assurer le suivi de la mise en œuvre ;
- de mettre en place un système de partenariat avec le monde du travail, en vue d'assurer et de promouvoir la formation par alternance en milieu scolaire.

Article 70 : La direction de la Prospective et des Programmes de formation (DPPF) est chargée de :

- conduire ou faire réaliser des études sur les besoins de formation des entreprises et du monde du travail ;
- créer une banque de données sur les besoins de formation des entreprises ;

- développer des stratégies de diversification des filières de formation en adéquation avec les besoins et l'offre;
- contribuer avec les autres structures techniques compétentes à la conception des plans et des programmes de formation de l'enseignement secondaire technique et professionnel et d'en suivre la mise en œuvre ;
- promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- collecter et communiquer aux élèves ou à tous autres demandeurs des données sur les programmes de formation de l'enseignement secondaire technique et professionnel.
-

**II.5 : Attributions et composition de la direction générale des Etudes et
des Statistiques sectorielles (DGESS)**

Article 71 : La Direction générale des Etudes et des Statistiques sectorielles (DGESS) est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau sectoriel.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du ministère assortis d'une évaluation annuelle des performances des structures du ministère ;
- d'animer les cadres de concertation sectorielles (CASEM) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de préparer le cadrage sectoriel ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- d'élaborer le programme d'investissement et suivre son exécution ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter, traiter, centraliser les données statistiques des activités du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- d'élaborer le budget programme du ministère ;
- d'élaborer les plans d'action du ministère ;
- d'élaborer le Rapport d'Etat sur le Système Educatif National (RESEN) ;
- élaborer et mettre en œuvre la carte scolaire et universitaire ;
- de gérer les crédits et les biens matériels mis à la disposition de la direction ;
- de contribuer à mobiliser les financements au profit du ministère ou de l'Institution par l'appui à l'organisation des tables rondes sectorielles.

Article 72 : La direction générale des Etudes et des Statistiques sectorielles
(DGESS) comprend :

- la direction de la Prospective et de la Planification opérationnelle (DPPO) ;
- la direction de la Formulation des Politiques (DFP) ;
- la direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation (DSEC) ;
- la direction des Statistiques sectorielles (DSS) ;
- la direction de la Coordination des Projets et Programmes (DCPP).

Article 73 : La direction de la Prospective et de la Planification opérationnelle

(DPPO) est chargée :

- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du ministère ;
- d'élaborer le budget programme du MESS ;
- d'élaborer les plans d'action du MESS ;
- de rédiger les rapports trimestriels et annuels d'activités de la Direction ;
- d'animer les cadres de concertation sectorielles (CASEM) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- d'élaborer et suivre la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de contribuer à l'élaboration des tableaux de bord des Enseignements secondaire et supérieur.

Article 74 : La direction de la Formulation des Politiques (DFP) est chargée :

- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la carte scolaire et universitaire ;
- préparer le cadrage sectoriel en référence avec les politiques et cadrages nationaux ;
- d'élaborer le RESEN ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de contribuer à l'élaboration des tableaux de bord des Enseignements secondaire et supérieur.

Article 75 : La direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation (DSEC)

est chargée :

- d'élaborer et diffuser les méthodes et outils de suivi-évaluation ;
- de suivre et évaluer les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère.

Article 76 : La direction des Statistiques sectorielles (DSS) est chargée de :

- collecter des données, traiter et produire les statistiques ;
- gérer la base de données sectorielle et le système d'information géographique du secteur ;
- gérer la documentation du secteur destiné à l'information des usagers intervenant dans le secteur ;
- produire et diffuser les annuaires statistiques du secondaire et du supérieur ;
- participer à l'alimentation du site web du ministère ;
- proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- contribuer à l'élaboration des tableaux de bord des Enseignements secondaire et supérieur.

Article 77 : La direction de la Coordination des Projets et Programmes (DCPP) est

chargée de :

- suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère ;
- élaborer les rapports sectoriels de la mise en œuvre des projets et programmes du ministère ;
- coordonner la préparation et la tenue des assemblées sectorielles des projets et programmes ;

- élaborer le programme d'investissement et suivre son exécution ;
- proposer sur la base des orientations sectorielles la création de projets et programmes ;
- suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- contribuer à mobiliser les financements au profit du ministère ou de l'institution par l'appui à l'organisation des tables rondes sectorielles.

Section 4 : Attributions des structures déconcentrées

Paragraphe 1 : Attributions des académies

-

Article 78 : Les académies sont des structures déconcentrées du ministère des Enseignements secondaire et supérieur. Elles sont chargées de la coordination et de la supervision des activités des structures du ministère relevant de leurs ressorts.

Les académies comprennent :

- les universités, les grandes écoles et les instituts publics et privés ;
- les directions régionales ;
- les directions provinciales.

Article 79 : Les académies sont responsables de l'ensemble des services publics du ministère dans les régions de leurs ressorts. Elles ont également compétence sur les établissements d'enseignement secondaire et supérieur privés.

Dans leurs ressorts respectifs, les académies sont chargées de :

- suivre et de contrôler la gestion administrative, financière et pédagogique des structures d'enseignement secondaire et supérieur ;
- mettre en œuvre les directives du ministère ;
- veiller au respect de la réglementation en matière d'enseignement secondaire et supérieur ;
- assurer l'encadrement, l'animation, le suivi et le contrôle pédagogiques des enseignants du secondaire ;
- superviser l'organisation et le suivi des examens et concours du secondaire et du supérieur ;
- de gérer les crédits, les moyens humains et matériels mis à leur disposition ;
- proposer au Ministre les mesures visant au développement du système des enseignements secondaire et supérieur.

Article 80 : L'académie est placée sous la responsabilité d'un recteur d'académie. Le recteur d'académie est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Article 81 : Le recteur d'académie est choisi parmi le personnel titulaire de l'enseignement supérieur.

Article 82 : Les académies sont créées, en tant que de besoin, par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

La structuration et le fonctionnement des académies sont fixés par arrêté du Ministre.

Article 83 : Les universités, les grandes écoles et les instituts publics sont des établissements publics de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT).

Ces établissements sont chargés :

- d'élaborer des connaissances, des savoirs et des savoir-faire pour la formation des apprenants ;
- d'assurer la formation de cadres et de responsables compétents ;
- de mettre en œuvre la politique nationale en matière d'enseignement supérieur ;
- de conduire des études prospectives visant au développement du Burkina Faso ;
- de participer à la protection du patrimoine scientifique national et à la valorisation des savoirs endogènes ;
- de participer au développement social, économique et culturel du Burkina Faso par la recherche scientifique.

Article 84 : Les universités, les grandes écoles et les instituts publics sont placés sous la responsabilité de présidents pour les universités et de directeurs généraux pour les grandes écoles et les instituts.

Les présidents des universités et les directeurs généraux des grandes écoles et des instituts sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Paragraphe 2 : Attributions des directions régionales

(DR/ MESS)

Article 85 : Les directions régionales du ministère des Enseignements secondaire et supérieur sont des structures déconcentrées. Elles sont les relais des structures centrales, des structures de mission et des structures rattachées du ministère dans les régions et dans les établissements d'enseignement secondaire.

Elles sont chargées de :

- coordonner les activités des établissements d'enseignement secondaire publics et privés dans les régions ;
- veiller à l'application de la politique du ministère dans les régions ;
- veiller au développement du système de l'enseignement secondaire dans les régions.

Article 86 : Les directions régionales supervisent, coordonnent et contrôlent l'action des directions provinciales du ministère.

Article 87 : Il est créé une direction régionale du ministère des Enseignements secondaire et supérieur dans chacune des régions du Burkina Faso.

Article 88 : La direction régionale est placée sous l'autorité d'un directeur régional nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Paragraphe 3 : Attributions des directions provinciales

(DP/ MESS)

Article 89 : Les directions provinciales du ministère des Enseignements secondaire et supérieur sont des structures déconcentrées du ministère dans les provinces. Elles sont placées sous la tutelle des directeurs régionaux et sont chargées d'appliquer la politique du ministère au niveau provincial.

-

Article 90 : Il est créé une direction provinciale du ministère des Enseignements secondaire et supérieur dans chacune des provinces du Burkina Faso.

Article 91 : La direction provinciale est placée sous l'autorité d'un directeur provincial nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

-

Article 92 : L'organisation et le fonctionnement des académies, des directions régionales et des directions provinciales sont fixés par arrêté du Ministre.

Section 5 : Attributions des structures rattachées

Paragraphe 1 : Attributions du Centre national des Œuvres universitaires (CENOU)

-

Article 93 : Le Centre national des Œuvres universitaires est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (EPA). Il a pour mission de gérer les œuvres universitaires en faveur des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur publics ou privés conventionnés du Burkina Faso.

Le CENOU est chargé :

- d'assurer des prestations sociales propices aux études et à l'épanouissement des étudiants ;
- d'assurer la gestion et le suivi de la Mutuelle nationale de santé des étudiants du Burkina Faso (MUNASEB) ;
- d'assurer des prestations sociales au profit des personnels des universités et des établissements d'enseignement supérieur ;
- de mobiliser des ressources additionnelles en faveur des étudiants ;
- de veiller à la bonne santé et à l'intégrité physique des étudiants ;
- de mener toutes études prospectives visant à améliorer le système de sécurité sanitaire des étudiants.

Article 94 : Le Centre national des œuvres universitaires est placé sous la responsabilité d'un directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

-

Paragraphe 2 : Attribution du Centre national de l'Information, de l'Orientation scolaire et professionnelle, et des Bourses (CLOSPB)

Article 95 : Le Centre national de l'Information, de l'Orientation scolaire et professionnelle, et des Bourses a pour missions :

- d'appliquer la politique nationale en matière de bourses d'études, de stages et d'aide aux étudiants ;
- d'instruire les dossiers de demandes de bourses ou d'aide ;
- de préparer les sessions de la Commission nationale des bourses d'études et de stages ;
- de placer et de suivre les étudiants boursiers inscrits au Burkina Faso et à l'étranger ;
- d'informer et d'orienter les élèves et les étudiants, en collaboration avec les structures chargées de l'emploi ;
- de concevoir, d'adapter et de vulgariser les outils d'aide à l'orientation.

-

Article 96 : Le Centre national de l'Information, de l'Orientation scolaire et professionnelle et des Bourses est placé sous la responsabilité d'un directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

-

Paragraphe 3 : Attributions du Centre national des Manuels et Fournitures scolaires (CENAMAFS)

Article 97 : Le Centre national des Manuels et Fournitures scolaires est un établissement public de l'Etat (EPE). Il est chargé :

- d'apporter un appui à la conception des manuels et des fournitures scolaires ;
- de produire et d'éditer des manuels et des fournitures scolaires ;
- de gérer l'imprimerie du ministère et le Fonds d'édition des manuels du secondaire (FEMS) ;
- de diffuser et de mettre des manuels et des fournitures scolaires à la disposition des établissements d'enseignement secondaire.

Article 98 : Le Centre national des Manuels et Fournitures scolaires est placé sous la responsabilité d'un directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Paragraphe 4 : Attributions de l'Office central des Examens et Concours du secondaire (OCECOS)

Article 99 : L'Office central des Examens et Concours du secondaire (OCECOS) est chargé :

- d'organiser l'examen du brevet d'études du premier cycle (BEPC) ;
- d'organiser les examens et concours de l'enseignement secondaire ;
- d'organiser les examens et concours professionnels des personnels des enseignements post-primaire et secondaire, en collaboration avec le ministère chargé de la Fonction publique ;
- de tenir les registres des procès-verbaux de l'examen du BEPC et des examens et concours du secondaire ;
- de délivrer et de contrôler les attestations, les diplômes et les actes de même nature ;
- de réaliser toutes études sur l'évaluation des élèves et sur les taux de succès et d'échec à l'examen du BEPC et aux examens et concours du secondaire ;
- de concevoir des outils d'évaluation des apprentissages ;
- d'évaluer les acquis scolaires.

Article 100 : L'Office central des Examens et Concours du secondaire est placé sous la responsabilité d'un directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

**Paragraphe 5 : Attributions du Conseil national de l'éducation
(CNE)**

Article 101 : Le Conseil national de l'Education est un organe consultatif.

L'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil national de l'éducation sont définis par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre des Enseignements secondaire et supérieur, en relation avec les autres ministres en charge de l'éducation.

Article 102 : Le Conseil national de l'Education a pour mission d'assister par ses avis le Gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de l'éducation.

A cet effet, le Conseil national de l'Education :

- est saisi de tout projet de politique nationale en matière d'éducation et de formation ;
- émet son avis sur toutes questions d'intérêt national relatives à l'éducation et à la formation ;
- dresse tous les ans un rapport sur l'état de l'éducation au Burkina Faso ;
- attire l'attention du Gouvernement sur les problèmes d'éducation ;
- formule des recommandations à l'attention des ministres en charge de l'éducation ;
- réalise des études sur toutes questions relatives à l'éducation au Burkina Faso.
-

Article 103 : Le Conseil national de l'Education dispose d'un secrétariat permanent qui est un organe technique d'appui.

Le Secrétariat permanent du Conseil national de l'Education est assuré par le secrétaire général du ministère des Enseignements secondaire et supérieur.

Le Secrétariat permanent est chargé de :

- préparer les sessions du Conseil national de l'Education ;
- tenir les archives du Conseil national de l'Education ;

- assurer le renouvellement des mandats.

-
-
-
-
-

Paragraphe 6 : Attributions de la Commission

d'Accréditation, de Reconnaissance et d'Equivalence des

Titres et des Diplômes du Secondaire et du Supérieur

(CARETDS)

Article 104 : la Commission d'Accréditation, de Reconnaissance et d'Equivalence des Titres et des Diplômes du Secondaire et du Supérieur (CARETDS) a pour missions :

- d'étudier toutes demandes d'accréditation, de reconnaissance et d'équivalence de titres et de diplômes de formation générale, technique ou professionnelle de niveau secondaire et du supérieur qui lui sont soumises ;
- de donner des avis motivés sur les demandes d'accréditation, de reconnaissance ou d'équivalence de titres et de diplômes du secondaire et du supérieur ;
- de tenir à jour le tableau des titres et des diplômes du secondaire et du supérieur en cours au Burkina Faso ;
- de veiller à l'assurance qualité des titres et des diplômes du secondaire et du supérieur au Burkina Faso ;
- d'assurer la validation des acquis professionnels (VAP) et des acquis d'expérience (VAE) dans la certification pour l'acquisition des titres et des diplômes du secondaire et du supérieur.

Article 105 : L'équivalence des titres en vue d'assurer des passerelles entre le système formel et le non formel est établie par arrêté conjoint des ministres chargés des Enseignements secondaire et supérieur, de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, de la Formation professionnelle et de l'Emploi, sur proposition des structures techniques en charge des certifications de ces départements ministériels.

Article 106 : La Commission d'Accréditation, de Reconnaissance et d'Equivalence des Titres et des Diplômes du Secondaire et du Supérieur est dotée d'un secrétariat permanent placé sous la responsabilité d'un Secrétaire permanent.

Article 107 : Le Secrétaire permanent de la Commission d'Accréditation, de Reconnaissance et d'Equivalence des Titres et des Diplômes du Secondaire et du Supérieur est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre. Il a rang de directeur général et bénéficie des mêmes indemnités que les directeurs généraux de service.

Paragraphe 7 : Attributions du Fonds national pour l'Education et la Recherche (FONER)

Article 108 : Le Fonds national pour l'Education et la Recherche est un fonds de financement au profit de l'éducation et de la recherche.

A ce titre, il est chargé :

- d'octroyer des aides financières aux étudiants du premier cycle ;
- de réaliser des infrastructures au bénéfice de l'éducation et de la recherche ;
- de doter les établissements et les services en équipements ;
- d'octroyer des prêts aux étudiants pour la poursuite ou l'achèvement de leurs études et de les recouvrer ;
- de mener toutes activités entrant dans le cadre du soutien à l'effort national d'éducation et de recherche.

Article 109 : L'organisation et le fonctionnement du Fonds national pour l'Education et la Recherche sont définis par arrêté conjoint du Ministre des Enseignements secondaire et supérieur et du Ministre de l'Economie et des Finances.

Article 110 : Le Fonds national pour l'Education et la Recherche est placé sous la responsabilité d'un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Paragraphe 8 : Les projets et programmes

Article 111 : Les projets et programmes sont des structures qui concourent à l'atteinte des objectifs spécifiques du ministère des Enseignements secondaire et supérieur.

Article 112 : L'organisation et le fonctionnement des projets et programmes sont régis par leurs statuts spécifiques.

-
-

Section 6 : Attributions des structures de mission

Paragraphe 1 : Attributions du Conseil national pour la Prévention de la Violence à l'Ecole (CNPVE)

Article 113 : Le Conseil national pour la Prévention de la Violence à l'Ecole (CNPVE) est un organe consultatif placé sous la tutelle du Ministre des Enseignements secondaire et supérieur. Il a pour missions :

- de collecter, d'analyser et de diffuser les données sur le climat scolaire et universitaire ;
- d'évaluer la situation de la violence dans les établissements d'enseignement scolaire et universitaire ;
- d'identifier les principales sources de violence en milieu scolaire et universitaire ;
- de proposer aux ministres en charge de l'éducation toutes dispositions nécessaires à la prévention et à la lutte contre la violence en milieu scolaire et universitaire ;
- de contribuer à l'éducation au civisme et à la paix en milieu scolaire et universitaire.

Article 114 : Le Conseil national pour la Prévention de la Violence à l'Ecole dispose des organes ci-dessous :

- l'Assemblée générale ;
- le Comité technique.

Le Comité technique est placé sous la responsabilité d'un coordonnateur nommé par décret pris en conseil des ministres, sur proposition du Ministre des Enseignements secondaire et supérieur. Il a rang de conseiller technique et bénéficie des mêmes indemnités que les Conseillers techniques.

-

Article 115 : La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil national pour la prévention de la violence à l'école sont définis par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre des Enseignements secondaire et supérieur.

**Paragraphe 2 : Attributions du Comité ministériel de lutte
contre le VIH/SIDA et les IST**

Article 116 : Le Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST est chargé, en relation avec le ministère de la Santé et le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST (SP/CNLS), de la santé scolaire et universitaire, de la nutrition et de la lutte contre le VIH/SIDA et les IST au sein du ministère.

A ce titre, il est chargé :

- de servir de relais entre le ministère de la Santé, le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST et le ministère des Enseignements secondaire et supérieur ;
- d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des plans d'action du ministère en matière de santé scolaire et universitaire, de nutrition et de lutte contre le VIH/SIDA et les IST ;
- de participer à la mobilisation des ressources et à la mise en œuvre des orientations nationales en matière de lutte contre le VIH/SIDA et les IST.

Article 117 : Le Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST est doté d'un secrétariat permanent. Le secrétariat permanent du Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST est placé sous la responsabilité d'un coordonnateur nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre. Il a rang de Conseiller technique et bénéficie des mêmes indemnités que les Conseillers techniques.

Article 118 : L'organisation et le fonctionnement du Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST sont définis par arrêté du Ministre.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 119 : Pour la réalisation des missions assignées au département, le Ministre des Enseignements secondaire et supérieur peut créer et convoquer des cadres de concertation comme de besoin.

Article 120 : Les responsables des structures centrales, déconcentrées, rattachées et de mission sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Article 121 : Les chefs de services sont nommés par arrêté du ministre, sur proposition des directeurs des services.

Article 122 : L'organisation et le fonctionnement des services sont régis par arrêté du Ministre.

Article 123 : En relation avec les ministres concernés, le Ministre des Enseignements secondaire et supérieur assure, pour le compte du Gouvernement, les relations avec les organismes internationaux d'enseignement supérieur.

Article 124 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2011-949/PRES/PM/MESS du 30 novembre 2011 portant organisation du ministère des Enseignements secondaire et supérieur.

Article 125 : Le Ministre des Enseignements secondaire et supérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 novembre 2013

Blaise COMPAORE

Le Premier ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

-

Le Ministre des Enseignements

Secondaire et Supérieur

Moussa OUATTARA

-

-
-
-
-
-
-

Structures rattachées

Académies

DR/MESS

DP/MESS

-

Structures déconcentrées MINISTRE Structures de mission

LEGENDE DE L'ORGANIGRAMME DU MESS

BE	Bureau d'études	Universités			
CARETDS	Commission d'accréditation, de reconnaissance et d'équivalence des titres et des diplômes du secondaire et du supérieur	CNPVE			
CCM	Cellule des chargés de mission	Grandes Ecoles			
CENAMAFS	Centre national des manuels et fournitures scolaires	Instituts	CENAMAFS	FONER	CMLS
CENOU	Centre national des œuvres universitaires		CNE	OCECOS	
CIOSPB	Centre national de l'information, de l'orientation scolaire et professionnelle, et des bourses				
CMLS	Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA		CARETDS	PROJETS	
CNBES	Commission nationale des Bourses d'études et des Stages	DAF	DRH	DC/PM	CENOU
CNE	Conseil national de l'Education			DAD	DEmPC
CNPVE	Conseil national pour la Prévention de la Violence à l'école			CIOSPB	
CNU	Commission nationale pour l'UNESCO				
CT	Conseiller technique	DGESR		DGESG	
DAD	Direction des Archives et de la Documentation				
DAF	Direction de l'Administration et des Finances				
DAJC	Direction des Affaires juridiques et du Contentieux				
DASC	Direction des Activités sportives et culturelles				
DC	Directeur de Cabinet	DRCU		DESGP	

DEFPG

DGESTI

DESTPI DFCI

DCPM	Direction de la Communication et de la Presse ministérielle
DCPP	Direction de la coordination des projets et programmes
DEmPC	Direction de l'Education en matière de Population et de Citoyenneté
DEFPG	Direction de l'Education des filles et de la Promotion du genre
DESGP	Direction de l'Enseignement secondaire général public
DESGPr	Direction de l'Enseignement secondaire général privé
DESTPI	Direction de l'Enseignement secondaire technique et professionnel initial
DFCI	Direction de la Formation continue et de l'Insertion
DFP	Direction de la formulation des politiques
DFPE	Direction de la Formation pédagogique et de l'Evaluation
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGESG	Direction générale de l'Enseignement secondaire général
DGESR	Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
DGESTP	Direction générale de l'Enseignement secondaire technique et professionnel
DGIFP	Direction générale des Inspections et de la Formation pédagogique
DI	Direction des Inspections
DMP	Direction des Marchés publics
DP/MESS	Direction provinciale du ministère des Enseignements secondaire et supérieur
DPPF	Direction de la Prospective et des Programmes de formation
DPPO	Direction de la prospective et de la planification opérationnelle
DRH	Direction des Ressources humaines
DRCU	Direction de la Recherche et de la Coopération universitaire
DR/MESS	Direction régionale du ministère des Enseignements secondaire et supérieur
DSEC	Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation
FONER	Fonds national pour l'éducation et la recherche
IGSEE	Inspection générale des services et des établissements d'enseignement
OCECOS	Office central des examens et concours du secondaire
PRO	Protocole
SEC	Sécurité
SCC	Service central du courrier
SG	Secrétariat général
SP/MESS	Secrétariat particulier du MESS
SP/SG	Secrétariat particulier du SG
ST	Secrétariats techniques

